



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



TCL mode lourd

Lundi 2 février 2026

Nous sommes tous et toutes Renée Good et Alex Pretti

Vendredi 30 janvier, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté un peu partout aux États-Unis contre les agissements racistes de la police fédérale de l'immigration (ICE). C'était aussi le jour choisi par Bruce Springsteen pour se rendre à Minneapolis chanter pour la première fois sur scène sa chanson écrite en quelques heures en hommage à Renée Good et Alex Pretti, tous les deux assassinés par l'ICE dans les rues de cette ville, désormais au centre de la révolte contre la politique criminelle de Trump. Celui-ci a dû, sous la pression de la rue, faire partir de la ville l'infâme Bovino, chef de l'ICE.

« ICE out ! »

Le 23 janvier, c'est une véritable journée de grève générale contre l'ICE qui avait été organisée à Minneapolis conjointement par les syndicats, les groupes religieux et les organisations communautaires. La population était appelée à « ne pas travailler, ne pas aller à l'école, ne pas faire les courses ». Il n'y avait pas eu de grève générale dans cette ville depuis 1934 et dans aucune autre ville des États-Unis depuis 1946 ! Entre 50 000 et 70 000 personnes ont alors manifesté par moins vingt degrés, sur une population de 500 000 habitants. Alex Pretti, infirmier dans un hôpital, était en grève quand il a été abattu : il participait alors à une action collective d'observation, d'alerte et d'interposition pacifique contre les rafles de l'ICE. Ce sont des milliers d'Américains qui s'organisent depuis des mois pour braver la violence d'État et offrir à leurs sœurs et à leurs frères de classe, pourchassés en raison de leur couleur de peau ou de leur nationalité, une solidarité concrète, allant de l'aide matérielle (nourriture, abri, aide à fuir les arrestations) à la confrontation physique avec l'ICE.

Le racisme d'Etat n'a pas été inventé par Trump

Aux États-Unis, après des siècles d'esclavage puis de ségrégation, on peut toujours mourir très facilement sous des coups et des balles policières quand on est Afro-Américain. Un soulèvement de masse comme après l'assassinat de George Floyd en 2020 (déjà à Minneapolis), porté par le mouvement « Black Lives Matter », avait alors montré que des millions d'Américains ne supportaient plus cela.

Aujourd'hui, c'est un vent de révolte qui se lève contre l'ICE, notamment responsable en 2025 de la

mort de 32 personnes internées dans les prisons spéciales, de véritables camps de concentration, placées sous son commandement. Le témoignage récent du tennisman français Julien Pereira, ressorti amaigri de sept kilos de son internement d'un mois dans un de ces « centres », en a dévoilé un peu l'enfer quotidien.

L'ICE a été mise en place en 2003 par Bush. Ni Obama ni Biden ne l'ont remise en cause durant douze années de présidence démocrate cumulées. D'ailleurs, si en octobre 2025, l'administration Trump annonçait avoir expulsé plus de 400 000 personnes en « seulement » 250 jours, l'administration Obama en avait expulsé 2,5 millions en l'espace de huit ans. Le démocrate Biden avait déporté 270 000 « sans-papiers » lors de sa dernière année de mandat, ce qui constituait un record.

Ici aussi, le racisme d'Etat tue

Les images de l'exécution de Renée Good par l'ICE rappellent celles de l'assassinat de Nahel par un policier à Nanterre en 2023. El Hacen Diarra, jeune travailleur immigré de nationalité mauritanienne, est mort à Paris le 15 janvier d'un arrêt cardiaque dans les locaux du commissariat du 20^e arrondissement après une arrestation brutale par la police. La vidéo de son arrestation rappelle celle de George Floyd, mort étouffé sous le genou d'un policier. Ici aussi la police tue. Ici aussi, des sans-papiers sont raflés, conduits en centre de rétention et expulsés. Ce ne sont ni Bovino ni Trump qui mènent cette politique, mais Nuñez et Macron, sous les encouragements de Bardella et de Le Pen.

Alors, nous aussi, organisons-nous et faisons bloc avant qu'il ne soit trop tard !

Rails cassés, rames stoppées !

La ligne T2 continue d'agacer bon nombre de conducteurs, et à juste titre ! Entre les rails cassés et les signaux routiers qui dysfonctionnent, les retards s'accumulent et ce sont nos pauses et nos temps de retournement qui en pâtissent. C'est donc bien une dégradation de nos conditions de travail, et même si certains rails ont été réparé récemment, on ne peut pas compter sur la direction puisque les temps d'intervention restent trop long.

Comme l'ont fait remarquer certains collègues, la prochaine fois on ne sortira aucune rame. Ça laissera de la place pour réparer les rails et les routiers !

Paroles et paroles

Pour avoir un argument de plus dans les élections à venir, les Verts veulent à tout prix sortir le prolongement T6 alors qu'un rail est cassé ou que la ligne aérienne de contact... n'était parfois plus en contact, ce qui a pu créer des coupures d'énergie.

Cette extension prévue pour le 14, au vu du nombre de dysfonctionnements restant, risquerait bien de gâcher la saint-Valentin pour tous les amoureux du réseau.

Et le TCL Award de la plus grosse dinguerie de l'année...

... revient à la Zone de Manœuvre de Feyssine, pour l'ensemble de son oeuvre.

Le jury tient cependant à récompenser particulièrement d'un prix spécial ce BS routier, situé du mauvais côté du grillage. Du très, très grand art.

Bravo au Sytral et à RDL pour cette superbe collab !

Mais attention, 2026 s'annonce déjà d'un très haut niveau.



Coup bas

On a appris par le Progrès qu'une jeune recrue de KBL, Hedi, venait de se faire virer juste avant la fin de sa période d'essai.

La faute de ce jeune conducteur de bus en formation ? Être également boxeur à haut niveau, et avoir tenté de concilier sa participation à la finale du championnat de France et son nouveau métier. Rien d'impossible en réalité, sauf pour Keolis. Car se faire de la pub en sponsorisant des événements sportifs avec leur logo, ça pas de problème, mais s'adapter aux impératifs de ses salariés, faut pas y penser.

Ici c'est aux travailleurs d'être flexibles au service de la boîte, pas l'inverse, même quand ils peinent à recruter. On ne transige pas avec les valeurs de l'exploitation.

Le cas de Hedi, mis en lumière car sportif de haut niveau, est révélateur des sacrifices que doivent faire tous les travailleurs, à qui cette société capitaliste ne propose jamais de travailler pour vivre mais impose de vivre pour travailler.

Attention aux pickpockets !

Plusieurs centaines d'usagers auraient été verbalisés par erreur. Comme il y a un délai pour que les banques prennent en compte leur validation par carte bancaire, ils passent pour des fraudeurs tandis qu'ils ont payé. Les collègues contrôleurs se retrouvent alors entre le marteau et l'enclume, à mettre des amendes à des voyageurs qui peuvent légitimement avoir le sentiment de se faire dépouiller. Cela rajoute des tensions à bord, comme si on avait besoin de ça...

La gratuité des transports en commun, financée par des ponctions massives dans les fortunes des plus riches, supprimerait bien des soucis de ce genre.

L'argent, on le prendra dans la poche des patrons

Les élections métropolitaines approchent, et la question des transports en commun fait couler beaucoup d'encre. Propositions et contre-propositions s'enchainent, qu'elles viennent d'Aulas, grand ami de Macron et des patrons lyonnais, ou des Verts, qui ont pratiqué l'austérité budgétaire ces six dernières années (on en sait quelque chose avec l'allotissement).

On veut nous faire croire que développement de l'offre des transports en commun, amélioration des salaires et des conditions de travail des agents et gratuité du réseau sont incompatibles. Ceci sous prétexte qu'il n'y a pas assez d'argent pour financer les deux... alors que la simple fortune d'Aulas, 450 millions d'euros, permettrait d'avoir un an et demi de gratuité garantie ! Facile alors d'envisager la gratuité totale, un développement massif des transports en commun et une revalorisation pour tous les agents si on prenait l'argent là où il est, non ?

Viens en discuter à notre table ronde ! La parole aux travailleurs !

Nous aussi, nous avons notre mot à dire sur la question des transports en commun, car contrairement aux autres candidats bien bourgeois, nous y travaillons et savons mieux que les patrons comment gérer notre affaire ! Donc pour discuter de nos propositions (entre autres : hausse des salaires, interdiction des licenciements, développement massif des transports en commun) et surtout de comment s'organiser collectivement pour les obtenir, on te donne rendez-vous au restaurant **Le Santy** dans le 8^e arrondissement **samedi 7 février à 17h !**

Notre candidat Anthony Bruno, aiguilleur à Sibelin, sera également présent ! Retrouve ici sa vidéo sur les ZFE, qui sanctionnent avant tout les classes populaires !

